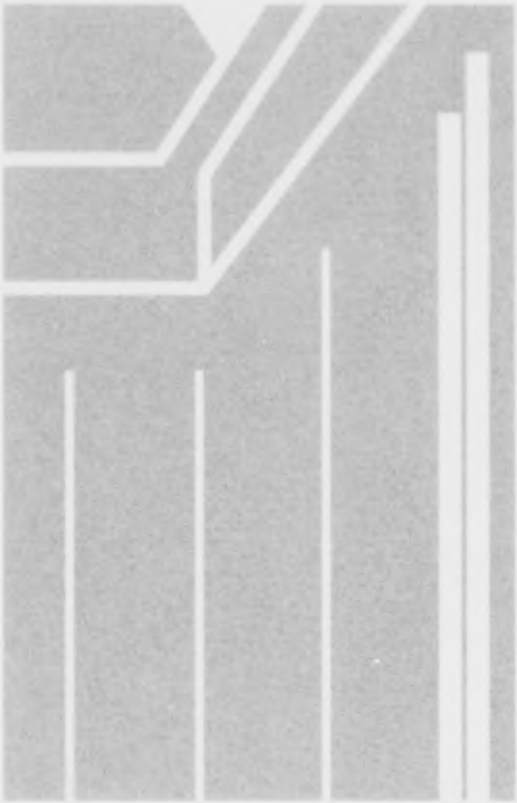


LA FONDATION DU DROIT DE L'ONTARIO

Rapport annuel 2005

INTRODUCTION

La Fondation du droit de l'Ontario a été créée en 1974 en tant que personne morale sans capital-actions en vertu d'un amendement de la Loi sur la Société du Barreau.

À la fin de l'année 2005, les administrateurs de la Fondation du droit étaient les suivants :

Nommés par le Barreau du Haut-Canada :

Larry A. Banack - Président
E. Susan Elliott
Laurence A. Pattillo

Nommés par le procureur général de l'Ontario :

Mark D. Leach
Lorne M. Sossin

L'autre agent de la Fondation pour l'année 2005 était le suivant :
Mary Shannon Brown, C.M.A. -- Directrice administrative.

Mintz & Partners étaient les vérificateurs. L'exercice financier et l'année sur laquelle porte le rapport de la Fondation est l'année civile.

La Fondation a été créée pour recevoir les intérêts courus sur les sommes d'argent détenues sur des comptes mixtes en fiducie d'avocats ainsi que pour établir et maintenir un fonds devant servir à l'éducation et à la recherche juridiques, à l'aide juridique ainsi qu'à la création, au maintien et au fonctionnement de bibliothèques de droit. Au moins 75 % des recettes nettes générées par les intérêts courus doivent être versées à Aide Juridique Ontario conformément à la Loi sur l'aide juridique.

En vertu de l'article 57(1) de la Loi sur la Société du Barreau, tout avocat qui détient une somme d'argent dans une fiducie pour plusieurs clients ou en leur nom dans un compte mixte en fiducie doit donner instructions à son banquier de calculer les intérêts générés et de les verser à la Fondation. Est en particulier exclue de l'application de la Loi toute entente écrite entre un avocat et un client pour qui l'avocat détient une somme d'argent dans une fiducie concernant l'utilisation des intérêts courus sur la somme en question.

Pour de plus amples renseignements sur les présentations de demande de subventions auprès de la Fondation, visitez notre site Web ou contactez :

La Fondation du droit de l'Ontario
Bureau 3002, C.P. 19
20, rue Queen Ouest
Toronto, Ontario M5H 3R3
Téléphone : (416) 598-1550
Télécopieur : (416) 598-1526
Courriel : general@lawfoundation.on.org
Site Web : www.lawfoundation.on.org

Les demandes sont d'abord soumises à un processus d'évaluation et, une fois cela terminé, sont présentées devant le conseil d'administration qui prendra sa décision. Le conseil se réunit à intervalles réguliers tout au long de l'année et les demandes sont acceptées sur une base permanente.

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL

Pour la Fondation du droit de l'Ontario, l'année 2005 a été l'occasion de prouver son engagement envers les questions de justice sociale. Nous avons continué d'assurer le financement de plusieurs organismes reconnus et avons aussi fait des efforts pour aider d'autres organismes innovateurs et progressifs.

Notre mission, soit de faire progresser les connaissances juridiques et de faciliter l'accès du public aux services légaux profitant aux Ontariens, tout en faisant mieux connaître notre travail auprès du public, reste au centre de nos préoccupations.

Le prix Guthrie 2005 de la Fondation du droit, un symbole d'excellence dans le milieu juridique, a été remis à une personne représentant ces idéaux, l'honorable Roy McMurtry, juge en chef de l'Ontario. Pour souligner l'événement et rendre hommage au travail de ce juge et fonctionnaire distingué, nous avons créé **le Fonds Roy et Ria McMurtry** à partir des dons obtenus des membres de la profession. La Fondation du droit fera des dons équivalents au total des dons reçus. Le premier bénéficiaire du Fonds, choisi par le juge en chef et Madame McMurtry, sera **la bourse d'études deuxième chance**. Cet organisme a pour objectif d'aider les jeunes défavorisés qui ont ou ont eu des démêlés avec la justice en payant les frais de scolarité pour leurs études postsecondaires.

Comme exigé par la loi, 75 % de notre revenu net est remis à **Aide juridique Ontario**. En 2005, ce montant totalisait 25 470 382 $. Cette somme a servi à aider financièrement de nombreux programmes et organismes notables dont le travail porte sur l'aide juridique, l'éducation juridique, la recherche en droit et les bibliothèques de droit. Vous trouverez ci-dessous plus de détails sur certains des programmes et organismes.

Un bon exemple de l'objectif de la Fondation du droit de faire connaître ses activités de façon tangible est la création de la bourse d'études sur les questions d'intérêt public en Ontario pour les stagiaires (**Ontario Public Interest Articling Fellowships**). Cette nouvelle bourse permettra à six étudiants et étudiantes en droit de faire un stage à temps plein pendant 10 mois dans des groupes de défense de l'intérêt public. Cette initiative reflète notre détermination à faire connaître ce secteur aux avocats et avocates et de leur donner l'occasion de le considérer comme une possibilité de carrière.

Notre financement de **Pro Bono Students Canada (PBSC)**, organisme se consacrant au développement du travail bénévole chez les étudiants et étudiantes, permet de faire travailler les jeunes sur les questions de loi d'intérêt public, pendant leurs études, et aide les collectivités qui sont mal desservies en Ontario.

Cet organisme a fait participer plus d'étudiants et de groupes communautaires que jamais en 2005-2006 (environ 2 000 au total) et a mis en œuvre de nombreux projets intéressants y compris ceux-ci : le *programme de sensibilisation et d'éducation sur les services bénévoles sur le campus* de

l'Université de Windsor qui a accueilli des orateurs bien connus en 2005-2006, dont la juge Eleanor Cronk de la Cour d'appel de l'Ontario; le *programme de mentorat*, un nouveau poste occupé par la juge Lynn Leitch sous la responsabilité de l'Université Western Ontario; la *clinique Wills* gérée par des étudiants et étudiantes aident les avocats qui travaillent bénévolement avec des clients atteints du SIDA/VIH à l'Université de Toronto et à Osgoode Hall; le *programme PBSC de Queen's*, créé en partenariat avec le ministère du Procureur général et Pro Bono Law Ontario, pour les parties aux litiges sous-représentées de la Cour des petites créances de Kingston; le *Legal Resource Centre*, matériel éducatif préparé par les étudiants de PBSC à la faculté de la Common Law de l'Université d'Ottawa; et le *programme francophone* de la faculté de Droit civil de l'Université d'Ottawa; ce dernier est devenu responsable *du réseau national francophone des étudiants pro bono de PBSC*.

Nous sommes fiers que chaque école de droit du pays comprenne maintenant un groupe PBSC.

Le financement de **Pro Bono Law Ontario (PBLO)** a amélioré l'accès à la justice grâce à ses conseils stratégiques, sa formation et son soutien technique adapté aux cabinets d'avocat, associations de droit et services juridiques qui essaient de répondre aux besoins non satisfaits des Ontariens à faible revenu en matière juridique, ainsi qu'à ceux des groupes communautaires qui les servent.

En 2005, près de 2 000 personnes et organismes de charité ont reçu des services juridiques bénévoles par le biais de projets enregistrés. Les responsables du cabinet PBLO ont indiqué que plus de 8 000 heures de travail bénévole ont été consacrées à différents dossiers.

En 2005, PBLO a lancé sont nouveau site Web, www.pblo.org, qui met en vedette deux nouveaux outils innovateurs : *ProbonoNet* pour les avocats et *Probononet* pour le public. Le premier outil permet aux avocats de trouver des possibilités de travail bénévole, les futures séances de formation juridiques et les ressources pour les aider dans leur travail. Le deuxième outil donne au public de l'information sur les projets enregistrés de PBLO, y compris les demandes d'aide en ligne et différentes ressources d'entraide.

La technologie a continué de jouer un rôle dans le lancement d'un des projets les plus innovateurs de PBLO en 2005 - *le projet Téléjustice*. On a mis au point un site Web permettant aux travailleurs juridiques des collectivités éloignées du Nord de l'Ontario d'avoir un accès direct aux avocats du bureau du ministère du Procureur général à Toronto et à Ottawa.

Étant donné que l'éducation juridique est un des volets clés du mandat de la Fondation du droit, nous sommes très satisfaits du travail du **Réseau ontarien d'éducation juridique (ROEJ)**. Le rôle du ROEJ est de faciliter les projets de collaboration en éducation juridique et la discussion sur le système juridique. Son objectif est de faire collaborer les secteurs de la justice et de l'enseignement pour donner aux jeunes de l'Ontario une expérience positive. Fondé en 2002, le ROEJ compte maintenant 24 membres, dont le plus récent, est l'Ontario

Business Educators' Association.

Pour mener à bien ces nombreuses initiatives, le ROEJ a travaillé en partenariat avec des organismes et personnes clés dont : le ministère de l'Éducation, le ministère du Procureur général et des bénévoles du secteur de la justice (y compris des juges, des avocats, des procureurs généraux et des représentants des services aux tribunaux et des cliniques d'aide juridique).

Le programme *salles d'audience et salles de classe* donne accès aux palais de justice et aux représentants du secteur de la justice à plus de 50 000 étudiantes et étudiants de la province. Des comités locaux ont travaillé en collaboration avec les conseils scolaires publics et catholiques pour mettre en place ces initiatives en éducation juridique dans les collectivités, comme par exemple, en donnant des copies du Code criminel, en organisant des symposiums sur le droit, en adoptant une école et en permettant l'observation par des juges.

Toutes les écoles secondaires de la province ont obtenu le nouveau numéro de la ressource du ROEJ « *Valeurs du système de justice* », une série de plans de leçon préparée pour les éléments de droit enseignés dans le cours d'éducation à la citoyenneté de 10e année de l'Ontario. Le document comprend cinq nouvelles causes faisant jurisprudence ainsi que d'autres idées et des liens intéressants.

La Fondation canadienne pour l'éducation en matière de libertés civiles (CCLET) fait la promotion de questions touchant la philosophie et la pratique des institutions démocratiques. La Fondation du droit a continué d'appuyer cet organisme en finançant le projet de *libertés civiles dans les écoles*. Le projet, axé sur les étudiants et les enseignants, consiste en des présentations dans les écoles élémentaires jusqu'en 12e année; des conférences et ateliers dans les écoles ou les conseils scolaires; et des ateliers sur l'enseignement des libertés civiles dans les facultés d'éducation pour ceux et celles qui étudient en enseignement. Les présentations ont été faites devant plus de 5 000 étudiants et dans plus de 50 écoles différentes ainsi que dans toutes les facultés d'éducation de l'Ontario.

Les fondements de nos libertés fondamentales, un dépliant de la CCLET qui existe dans les deux langues officielles, est toujours distribué dans les établissements d'enseignement en Ontario ainsi que dans les bibliothèques scolaires au Canada.

En 2005, la Fondation du droit a continué de participer au **Funders' Network on Racism and Poverty** en finançant **le Worker's Action Centre** (auparavant Toronto Organizing for Fair Employment), qui vient soutenir la recherche et l'éducation dans le secteur juridique.

En plus de ces programmes, la Fondation du droit a élargi son mandat pour inclure de nouvelles initiatives qui aideront un certain nombre de particuliers. Soulignons le programme **Law in Action Within Schools (LAWS)**. La faculté de droit de l'Université de Toronto, en collaboration avec le conseil scolaire de district de Toronto, a lancé ce programme innovateur et axé sur les élèves du

niveau secondaire. Les élèves venant de deux écoles défavorisées, dont la plupart ont des obstacles pour atteindre leur plein potentiel, auront accès à ce programme. LAWS présente aux élèves des classes interactives et des activités parascolaires qui mettent en valeur les questions juridiques, le système et la profession juridique.

Notre engagement envers la promotion de l'excellence dans la profession continue aussi grâce à notre financement important des **six écoles de droit de la province**, **le Native Law Centre, les cours d'admission au Barreau et le programme Patrimoine et archives de la Société du Barreau, Library Co, l'Osgoode Society for Canadian Legal History** et d'autres. De plus, nous finançons **le comité consultatif du juge en chef de l'Ontario sur le professionnalisme**, **la chaire de l'Université Assumption en éthique dans les milieux juridiques et d'affaires, le congrès annuel de l'Association du Barreau autochtone, le congrès biennal de l'association internationale** et d'autres congrès et projets de recherche sur des questions d'importance sur la profession juridique et le système juridique en général.

La participation de la Fondation du droit au niveau des programmes dans les collectivités comprend : **AIDWYC (Association in Defence of the Wrongly Convicted), SALCO (South Asian Legal Clinic), JCY (Justice for Children and Youth), Lake Ontario Waterkeeper, CERA (Centre for Equality Rights in Accomodation), CARFAC (Canadian Artists' Representation/le Front des artistes canadiens), Community Living Algoma, Lifetime Networks Ottawa, LIFESPIN, League for Human Rights of B'nai Brith Canada, Scadding Court Community Centre, the Sierra Legal Defence Fund, Law Day (Association du Barreau de l'Ontario)** et bien d'autres.

La Fondation du droit a la chance de pouvoir compter sur du personnel et un conseil d'administration dévoués qui travaillent ensemble pour s'assurer de mettre en oeuvre les activités de façon pertinente, efficace et réfléchie. Nous sommes confiants que toutes nos nouvelles activités en 2005, en plus de celles qui existent déjà, continueront d'avoir un impact certain sur l'ensemble de la population ontarienne. Et ce, toujours dans le but de mieux renseigner notre population sur les questions de droit importantes et de faciliter l'accès aux services juridiques.

Larry Banack,
Chair

RAPPORT SUR LES CATÉGORIES DE PROCÉDURE

Le comité des catégories de procédure a été créé en 1992 afin de décider si les demandeurs des catégories d'instance devaient recevoir un soutien financier du fonds de catégories d'instance (instauré grâce à une subvention de la Fondation) ainsi que pour déterminer le montant du soutien en question.

Conformément à O.Reg.771/92, article 13, nous déclarons ce qui suit :

1) Nombre de nouvelles demandes, par étape de la procédure.

Étape de la procédure	Nombre de nouvelles demandes 2005	2004
Pré-certification	4	7
Appel, objet : certification	-	1
Interrogatoire	-	-
Décision sur les questions communes	2	3
Appel, objet : questions communes	-	-
Étape post-questions communes	-	-

2) Nouvelles demandes acceptées et refusées par étape de la procédure.

Étape de la procédure		Acceptée	Refusée	Retrait	En instance*/ en sursis, etc.
Pré-certification	2005	1	1	-	7
	2004	5	1	0	5
Interrogatoire	2005	-	-	-	-
	2004	-	-	1	-
Autre	2005	-	-	-	3
	2004	2	2	-	1

*Reporté à l'année suivante.

3) En 2005, un soutien financier a été accordé à une nouvelle demande unique de financement en vertu de l'article 59.3(1) de la Loi et un soutien financier a été accordé à trois demandes supplémentaires de financement en vertu de l'article 59.3(5) de la Loi. En 2004, un soutien financier a été accordé à une nouvelle demande multiple de financement et six nouvelles demandes en vertu de l'article 59.3(1) de la Loi et un soutien financier a été accordé à huit demandes supplémentaires de financement en vertu de l'article 59.3(5) de la Loi.

4) Subvention totale par type de dépenses.

Type de dépenses	Montant total 2005	2004
Avis de catégorie	$ 13 126,96	$ 54 919,71
Recherche et préparation de la preuve	(305,47)	4 112,35
Copies et reliures	19 603,53	33 205,36
Signification des documents de procédure	2 610,00	14 638,49
Classement des documents de procédure	997,00	10 634,92
Recherches informatisées	1 000,00	685,75
Frais de télécopie	2 519,40	7 489,26
Frais d'interrogateur	37 500,00	53 419,00
Frais d'expertise	184 500,00	159 443,00
Recherches	219,60	1 333,00
Livraisons	1 618,02	3 781,19
Divers	797,40	4 060,58
Frais de déplacement	5 147,49	8 398,74
Sécurité CSC	0,00	0,00
Frais d'agence	0,00	37,00
TPS	18 815,29	9 018,21
TOTAL	288 149,22 $	365 176,56 $

* Remarque : Les montants indiqués ne comptent pas les subventions récupérées/annulées qui avaient été accordées auparavant.

5) Le montant total des sommes versées aux demandeurs à partir du fonds de catégorie de procédure en vertu de l'article 59.3 de la Loi : 2005, 172 367,37 $; 2004, 177 841,98 $. Au 31 décembre 2005, le solde de toutes les subventions restantes qui n'avaient pas encore été versées aux demandeurs était de 449 906 $.

6) En 2005, deux demandeurs indépendants ayant bénéficié d'un soutien financier en vertu de l'article 59.3 de la Loi avant que la procédure ne soit certifiée comme catégorie de procédure ont obtenu la certification de la procédure avant le 31 décembre 2005.

7) Parmi les demandeurs qui ont reçu un soutien financier en vertu de l'article 59.3 de la Loi :
i) aucun demandeur n'a obtenu de jugement en sa faveur sur les questions communes en 2005, et

ii) un demandeur faisant partie d'une demande multiple de financement a conclu une entente relative à sa procédure en 2005.

8) Une demande de défendeur indépendant faisant partie d'une demande multiple de financement et aucune demande de défendeur en vertu de l'article 59.4 de la Loi ont été reçues en 2005; neuf demandes avaient été reçues en 2004. nine applications were received in 2004.

9) 1 000 $ ont été versés à partir du Fonds des défendeurs en vertu de l'article 59.4 de la Loi en 2005 et 217 000 $ avaient été versés en 2004.

10) Procédures pour lesquelles un soutien financier a été attribué au demandeur en vertu de l'article 59.3 de la Loi.

	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]			[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]					[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]			[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]			[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]				[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]			[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]
[illegible]			[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]				[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]			[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]							
[illegible]							[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Cas « A »

Une catégorie d'action en justice au nom des clients d'un service public relativement aux intérêts excessifs apparemment facturés par celui-ci.

Cas « B »

Recours collectif au nom des auteurs et créateurs d'oeuvres littéraires originales où il y a apparemment eu atteinte aux droits d'auteur en ce qui concerne la publication dans les médias électroniques.

Cas « C »

Cas présumé d'imprudence et de manque de compétences dans l'administration et les placements de régimes de retraite, ce qui a entraîné des pertes aux membres du régime.

Cas « D »

Cas présumé de taux d'intérêt excessifs demandés pour les prêts sur salaire.

Cas « E »

Cas présumé de sommes perçues en trop par des établissements financiers en ce qui concerne le solde utilisé pour calculer les pénalités de paiements anticipés sur une hypothèque.

Les membres du comité au cours de l'année 2005 étaient les suivants :

Nommés conjointement par la Fondation du droit et le Procureur général :

Robert B. Munroe, Président
Ross & McBride, s.r.l.
Avocats
Hamilton, Ontario

Brian P. Bellmore
Bellmore & Moore
Avocats
Toronto, Ontario

Valerie A. Edwards
Torkin, Manes, Cohen & Arbus, s.r.l.
Avocats
Toronto, Ontario

Nommé par le Procureur général :

F. Paul Morrison
McCarthy Tétrault
Avocats
Toronto, Ontario

Nommé par la Fondation du droit de l'Ontario :

Mark Leach
Sous-procureur général adjoint
Division des politiques
Ministère du Procureur général
Toronto, Ontario

SUBVENTIONS ACCORDÉES EN 2005

The Advocates' Society	
Forum *Streamlining the Ontario Civil Justice System*	25 000 $
Association In Defence of the Wrongly Convicted (AIDWYC)	
Programmes 2005-2006	135 000 $
Assumption University, Université de Windsor	
Chaire du droit et de la déontologie des affaires de l'Assumption University	50 000 $
Canadian Civil Liberties Education Trust	
Projet *Teaching Civil Liberties*	214 138 $
Conseil Canadien des Chrétiens et des Juifs (CCCJ)	
Forum des jeunes leaders	110 000 $
Canadian Foundation for Children, Youth and the Law (Justice pour les enfants et les adolescents)	
Services juridiques pour les jeunes de la rue	110 850 $
Institut canadien d'administration de la justice	
Conférence - *Technologie, vie privée et justice*	10 000 $
Association canadienne des juges des cours supérieures	
Try Judging	20 000 $
CARFAC Ontario	
Visual Artist Legal Clinic of Ontario (VALCO)	45 000 $
Centre pour les droits à l'égalité au logement (CERA)	
Action communautaire pour les droits à l'égalité au logement, Année II	42 400 $
Comité consultatif sur le professionnalisme du juge en chef de l'Ontario	
Boîtes à outils des professionnels	45 000 $
Stock	10 000 $
Community Living Algoma	
Atelier sur la planification successorale pour personnes souffrant de déficience intellectuelle	8 000 $
Gale Cup Moot	
Compétition annuelle *Gale Cup Moot 2006*	35 000 $

Humber Institute of Technology and Advanced Learning	
Développement de cours en ligne pour le programme médico-légal	40 000 $
Association du Barreau Autochtone	
Pour permettre aux étudiants en droit de l'Ontario d'assister au congrès annuel	15 000 $
Tribunal criminel international pour le Rwanda	
Programme de formation de plaidoirie en appel	13 400 $
Association de droit international, branche canadienne	
Congrès bisannuel	50 000 $
Jessup Canada	
Tournoi *Canadian Jessup - 2006*	25 000 $
Tournoi *Canadian Jessup - 2007*	25 000 $
The Kawaskimhon National Aboriginal Rights Moot	7 000 $
Lake Ontario Waterkeeper	
Atelier *Clean Water*	30 000 $
The Law Foundation of Ontario Public Interest Articling Fellowships	
Amnistie Internationale	69 500 $
Clinique Barbra Schlifer	69 500 $
Clinique d'intérêt public et de politique d'Internet du Canada	69 500 $
Assistance judiciaire de Windsor	69 500 $
Lake Ontario Waterkeeper	69 500 $
Centre pour la défense de l'intérêt public	69 500 $
	417 000 $
Financement des facultés de droit (subventions complètes 2006-2007)	
Faculté de droit Osgoode Hall de l'Université York	408 575 $
Faculté de droit de l'Université Queen's	336 285 $
Faculté de droit de l'Université d'Ottawa	336 285 $
Faculté de droit de l'Université de Toronto	336 285 $
Faculté de droit de l'Université Western Ontario	336 285 $
Faculté de droit de l'Université de Windsor	336 285 $
	2 090 000 $

Financement des facultés de droit (subventions spéciales 2006-2007)

Faculté de droit Osgoode Hall de l'Université York

Heads Up, Head Out: Public Interest Program 15 000 $

The Osgoode Cup National Undergraduate Mooting Competition 10 000 $

Faculté de droit de l'Université Queen's

Fonds pour stages de la faculté de droit de l'Université Queen's/ Fondation du droit de l'Ontario 25 000 $

Faculté de droit de l'Université d'Ottawa

Services juridiques autochtones 25 000 $

Faculté de droit de l'Université de Toronto

Professional Diversity and Legal Opportunities Officer 25 000 $

Faculté de droit de l'Université Western Ontario

High School PLE Project 10 780 $

Conférence *Emerging Issues in Tort Law* 8 229 $

Matériel de montage vidéo numérique 5 991 $

Faculté de droit de l'Université de Windsor

Réseau d'information juridique sur la propriété intellectuelle et la loi en matière d'innovation 25 000 $

150 000 $

Barreau du Haut-Canada

Amélioration du processus d'accès à la profession 1 000 000 $

Projet de recherche sur la pratique du droit 26 000 $

Activités d'archivage 2006 50 000 $

1 076 000 $

L.E.A.F. Women's Legal Education and Action Fund

Conférence *Women's Rights and Freedoms – 20 Years of (In) Equality* 15 000 $

League for Human Rights of B'nai Brith Canada

Taking Action Against Hate Manual 25 000 $

LibraryCo

advoCHAT 191 300 $

Acquisitions électroniques 2006 850 000 $

Lifetime Networks Ottawa

Ateliers de planification de l'avenir pour les familles s'occupant d'un parent handicapé 9 000 $

LIFE*SPIN

Sourced Legal Compendium 92 800 $

Université de la Saskatchewan – Centre du droit autochtone

Éducation juridique, recherche juridique et conservation de la bibliothèque juridique autochtone 14 000 $

Association du Barreau de l'Ontario (ABO)	
Journée du droit 2005	53 800 $
Réseau ontarien d'éducation juridique (ROEJ)	
Programmes 2005-2006	385 000 $
The Osgoode Society for Canadian Legal History	
Programmes 2006	160 000 $
The Osgoode Society for Canadian Legal History	
Barreau du Haut-Canada	
Bourse de recherche sur l'historique du droit de l'honorable R.Roy McMurtry	375,000 $
PEACH (Promoting Economic Action and Community Health)	
Jane Finch Community Legal Education Forum	9 460 $
Pro Bono Law Ontario	
Programmes 2006	346 370 $
Services d'avocats bénévoles 2006	109 760 $
Access to Justice Visioning Retreat	23 900 $
Pro Bono Students Canada (PBSC)	
Programmes 2005-2006	493 200 $
SALCO (South Asian Legal Clinic of Ontario)	
Projet Pro Bono 2005-2007	500 000 $
Scadding Court Community Centre	
Education communautaire et accès aux plaintes de police	21 639 $
La shari'a et la loi, groupe de travail d'étudiants, Université de Toronto	
Série de conférences	2 500 $
Sierra Legal Defence Fund	
Atelier *Legal Toolkit Capacity Building: Law Library Acquisitions*	21 000 $
École Sir Wilfred Laurier	
Tournoi *Duke Moot Court*	4 000 $
Spetz Publishing Ltd.	
Ressources documentaires pour les enseignants de droit du secondaire	10 000 $
Symposium for Combating Hatred Organizing Committee	
Symposium for Combating Hatred	40 000 $

Centraide de la Région du Grand Toronto	5 000 $
Accès au système de justice pour les femmes immigrantes et réfugiées	
Faculté de droit de l'Université de Toronto	
Conférence *The Heart of a Just Society*	26 000 $
Conférence *Access to Care, Access to Justice*	10 000 $
Faculté de droit de l'Université de Toronto/Conseil scolaire du district de Toronto	
Law in Action Within Schools (LAWS)	131 733 $
Workers' Action Centre (anciennement TOFFE)	
Projet des travailleurs occasionnels, 3e année	71 395 $
Total	**8 795 645 $**

LA FOUNDATION DU DROIT DE L'ONTARIO

ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 2005

LA FOUNDATION DU DROIT DE L'ONTARIO

31 DÉCEMBRE 2005

TABLE DES MATIÈRES

	Page
Rapport des vérificateurs	1
États financiers :	
État de la situation financière	2-3
État des résultats	4-5
État de l'évolution des soldes des fonds	6
État des flux de trésorerie	7
Notes afférentes aux états financiers	8-13

Mintz & Partners LLP

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux fiduciaires de
La Fondation du droit de l'Ontario

Nous avons vérifié l'état de la situation financière de la Fondation du droit de l'Ontario au 31 décembre 2005, ainsi que les états des résultats, de l'évolution des soldes des fonds et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Fondation. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Fondation au 31 décembre 2005, des résultats de son exploitation, de l'évolution des soldes de ses fonds et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Mintz + Partners LLP

Toronto (Ontario)
Le 15 mars 2006

COMPTABLES AGRÉÉS

LA FONDATION DU DROIT DE L'ONTARIO
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE	2005 $	2004 $
A C T I F		
À COURT TERME		
Liquidités	[illegible]	[illegible]
Liquidités provenant d'affectations d'origine externe avec le Fonds Pro Bono à un Ontario (note 5)	[illegible]	[illegible]
Portion à court terme des liquidités gérées d'affectations d'origine externe et placements à court terme pour le Fonds de secours collectifs (note 4)	[illegible]	[illegible]
Placements à court terme (note 3)	[illegible]	[illegible]
Titres négociables, au coût (valeur marchande 8 [illegible] 2004 – [illegible] (note 3)	[illegible]	[illegible]
Montant à recevoir d'Aide juridique Ontario (note 6)		[illegible]
Intérêts réduits à recevoir	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]
LIQUIDITÉS GRÈVÉES D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE ET PLACEMENTS À COURT TERME POUR LE FONDS DE RECOURS COLLECTIFS (note 4)	[illegible]	[illegible]
IMMOBILISATIONS ET MATÉRIEL (note 7)	[illegible]	[illegible]
TOTAL DE L'ACTIF	[illegible]	[illegible]
P A S S I F		
À COURT TERME		
Créances à payer	[illegible]	[illegible]
Intérêts à payer à Aide juridique Ontario	[illegible]	[illegible]
Subventions antérieures (note 8)	[illegible]	[illegible]
Montant à payer à Aide juridique Ontario (note 6)	[illegible]	
TOTAL DU PASSIF	[illegible]	[illegible]

LA FONDATION DU DROIT DE L'ONTARIO
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

AU 31 DÉCEMBRE	2005 $	2004 $
SOLDES DES FONDS		
SOLDES DES FONDS GRÈVES D'AFFECTATIONS D'ORIGINE INTERNE		
Fonds de réserve (note 9)	11 153 821	10 672 825
Fonds des initiatives stratégiques (note 12)	3 150 000	-
Fonds des engagements futurs (note 10)	1 984 511	2 513 273
Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public (note 11)	1 561 500	-
	17 849 832	13 186 098
SOLDES DES FONDS GRÈVES D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE		
Fonds de recours collectifs (note 13)	4 322 358	4 526 554
Fonds Pro Bono Law Ontario (note 14)	1 378	1 378
Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry (note 15)	116 120	-
TOTAL DES SOLDES DES FONDS GRÈVES D'AFFECTATIONS	22 289 688	17 714 030
SOLDE DU FONDS NON GRÈVÉ D'AFFECTATIONS – FONDS D'ADMINISTRATION GÉNÉRALE	4 397 517	8 261 481
TOTAL DES SOLDES DES FONDS	26 687 205	25 975 511
TOTAL DU PASSIF ET DES SOLDES DE FONDS	37 900 983	35 970 532

APPROUVÉ AU NOM DU CONSEIL

"Larry Banack" Administrateur

"Laurence A. Pattillo" Administrateur

"E. Susan Elliott" Administrateur

"Lorne M. Sossin" Administrateur

"Mark D. Leach" Administrateur

LA FONDATION DU DROIT DE L'ONTARIO
ÉTAT DES RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2005

	Fonds de réserve – grève d'affectations d'origine interne $	Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public – grève d'affectations d'origine interne $	Fonds d'administration générale non grève d'affectations $	Fonds de recours collectifs – grève d'affectations d'origine externe $	Fonds Pro Bono Law Ontario grève d'affectations d'origine externe $	Fonds de dotation Rex et Rita McMurtry – grève d'affectations d'origine externe $	Total $
PRODUITS							
[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]					[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]				[illegible]		[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]						[illegible]
	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
CHARGES							
[illegible]			[illegible]	[illegible]			[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]			[illegible]				[illegible]
[illegible]			[illegible]				[illegible]
[illegible]			[illegible]	[illegible]			[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]			[illegible]				[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

LA FONDATION DU DROIT DE L'ONTARIO
ÉTAT DES RÉSULTATS

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DECEMBRE 2004

	Fonds de réserve grevé d'affectations d'origine externe $	Fonds d'administration générale non grevé d'affectations $	Fonds de réserves collectifs grevé d'affectations d'origine externe $	Fonds Pro Bono Law Ontario grevé d'affectations d'origine externe $	Total $
PRODUITS					
Intérêts sur les comptes créditeurs					
Intérêts d'avance, déduction faite des frais de service de 2 [illegible]		20 [illegible]			20 [illegible]
Autres intérêts	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Subventions reçues d'Aide juridique Ontario				[illegible]	[illegible]
Publications sur les conférences [illegible]			[illegible]		[illegible]
Amortissement de l'escompte d'émission	[illegible]				[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
CHARGES					
Salaires		[illegible]	[illegible]		[illegible]
Loyer et frais d'occupation		[illegible]	[illegible]		[illegible]
Autres frais administratifs		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Honoraires		[illegible]			[illegible]
Impression et fournitures de bureau		[illegible]			[illegible]
Amortissement des immobilisations (note 11)			[illegible]		[illegible]
Amortissement		[illegible]			[illegible]
		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Excédent des produits sur les charges avant les éléments suivants	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Subventions d'Aide juridique Ontario (note 9)		[illegible]			[illegible]
Subventions spéciales, déduction faite de la quote-part de subventions générales du conseil d'administration (note 8)	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges avant les éléments de transfert	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

LA FONDATION DU DROIT DE L'ONTARIO
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DES SOLDES DES FONDS

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31

	2001								
	Fonds de [illegible]	Fonds de [illegible]	[illegible]	Fonds de [illegible]	Fonds d'affectation [illegible]	Fonds de [illegible]	Fonds Pro Bono Law Ontario [illegible]	Fonds de [illegible] Roy et Roy McMurtry [illegible]	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
[illegible]	[illegible]		[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]			[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]	
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

	2000								
	Fonds de [illegible]		Fonds de [illegible]		Fonds d'affectation [illegible]	Fonds de [illegible]	Fonds Pro Bono Law Ontario [illegible]		Total
	$		$		$	$	$		$
[illegible]	[illegible]				[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]				[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]			[illegible]		[illegible]		[illegible]		
[illegible]	[illegible]		[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]

Voir les notes afférentes aux états financiers

LA FONDATION DU DROIT DE L'ONTARIO
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004	2005 $	2004 $
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges et subventions de l'exercice	711 694	(2 233 010)
Ajouter les éléments hors caisse		
Amortissement	24 119	13 510
Amortissement de l'escompte d'émission	6 104	3 174
	741 917	(2 216 326)
Variation des soldes hors caisse liés à l'exploitation		
Intérêts courus à recevoir	(40 144)	21 666
Montant à recevoir d'Aide juridique Ontario (à lui verser)	706 534	(165 985)
Charges à payer	(11 178)	(67 265)
Intérêts à payer à Aide juridique Ontario	(22 942)	5 806
Subventions autorisées	686 067	3 913 377
LIQUIDITÉS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	2 060 254	1 491 273
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
(Augmentation) diminution des placements à court terme	(2 659 762)	407 365
Diminution (augmentation) des titres négociables	36 704	(48 443)
Diminution (augmentation) des liquidités grevées d'affectations d'origine externe pour le Fonds Pro Bono Law Ontario	811 995	(391 561)
Augmentation de la tranche à court terme des liquidités grevées d'affectations d'origine externe et des placements à court terme pour le Fonds de recours collectifs	(119 282)	(241 196)
Diminution (augmentation) des liquidités grevées d'affectations d'origine externe et des placements à court terme pour le Fonds de recours collectifs	210 909	(1 141 090)
Acquisition d'immobilisations et de matériel	(22 488)	(20 790)
LIQUIDITÉS UTILISÉES POUR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(1 741 924)	(1 435 715)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DES LIQUIDITÉS AU COURS DE L'EXERCICE	318 330	55 558
LIQUIDITÉS – DÉBUT DE L'EXERCICE	596 663	541 105
LIQUIDITÉS – FIN DE L'EXERCICE	914 993	596 663

Voir les notes afférentes aux états financiers

LA FONDATION DU DROIT DE L'ONTARIO

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 2005

1. OBJET DE L'ORGANISME

La Fondation du droit de l'Ontario (la « Fondation ») a été établie en 1973, en vertu d'une modification de la *Loi sur la Société du barreau*, à titre de société sans capital social. La Fondation a été créée pour recevoir les intérêts courus sur les montants détenus dans les comptes mixtes en fiducie d'avocats, et pour mettre sur pied et maintenir un fonds aux fins de l'éducation juridique et de la recherche en droit, de l'aide juridique et de l'établissement, du maintien, et de l'exploitation de bibliothèques juridiques. La Fondation est un organisme sans but lucratif au sens du paragraphe 149.1(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et, à ce titre, est exonérée d'impôts.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la Fondation ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes :

a) Soldes des fonds

Le Fonds de réserve, le Fonds des engagements futurs et le Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public sont des fonds grevés d'affectations d'origine interne (notes 9, 10, 11 et 12). Le Fonds de recours collectifs, le Fonds Pro Bono Law Ontario et le Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry sont des fonds grevés d'affectations d'origine externe (notes 13, 14 et 15).

La Fondation applique la méthode de la comptabilité par fonds affectés pour constater les apports.

b) Intérêts gagnés sur les comptes mixtes en fiducie d'avocats

Les intérêts gagnés sur les comptes mixtes en fiducie d'avocats sont calculés et remis à la Fondation en fonction des conventions conclues avec les institutions financières. Les comptes mixtes en fiducie d'avocats n'appartiennent pas à la Fondation et ne sont pas administrés par cette dernière. Ainsi, la Fondation ne peut déterminer le montant des intérêts courus avant de recevoir un avis de chaque institution financière à cet égard ainsi que le dépôt légal des avocats. Ces intérêts sont donc comptabilisés lorsqu'ils sont reçus par la Fondation.

c) Subventions

Les subventions aux fins de l'éducation juridique, de l'aide juridique, de la recherche en droit et des bibliothèques juridiques sont constatées au cours de la période durant laquelle elles sont autorisées.

d) Prélèvement sur les subventions

Le Fonds de recours collectifs a droit à un prélèvement de 10 % sur toute subvention ou tout règlement visant le demandeur dans le cadre d'une poursuite subventionnée. Le prélèvement sur les subventions est comptabilisé lorsqu'il peut être déterminé par la Fondation.

e) Titres négociables

Les titres négociables sont comptabilisés au coût, déduction faite de l'amortissement de l'escompte ou de la prime d'émission. Les primes ou escomptes d'émission sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance.

2. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES - Suite

f) Immobilisations et matériel

Les immobilisations et le matériel sont comptabilisés au coût, moins l'amortissement cumulé. Le mobilier et les agencements sont amortis selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux de 20% par année. Le matériel informatique et les logiciels sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée d'utilisation estimée de trois ans. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat de location.

g) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction utilise des estimations et des hypothèses qui affectent les montants de l'actif et du passif comptabilisés, l'information sur les éléments d'actif et de passif éventuels ainsi que les montants des apports et des charges comptabilisés au cours de l'exercice, c'est-à-dire que la Fondation s'appuie sur des relevés bancaires pour comptabiliser les intérêts gagnés dans les comptes mixtes en fiducie d'avocats. Les renseignements réels pourraient être différents de ceux établis selon ces estimations et hypothèses.

3. LIQUIDITÉS GREVÉES D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE POUR LE FONDS PRO BONO LAW ONTARIO

Les liquidités de 132 031 $ (2004 – 944 026 $) sont grevées d'affectations d'origine externe pour les subventions du Fonds Pro Bono Law Ontario. Tous les montants non dépensés sont contrepassés ou annulés et restitués au donateur d'origine.

4. LIQUIDITÉS GREVÉES D'AFFECTATIONS D'ORIGINE EXTERNE ET PLACEMENTS À COURT TERME POUR LE FONDS DE RECOURS COLLECTIFS

Les liquidités grevées d'affectations et les placements à court terme consistent en des liquidités et des acceptations bancaires dont les échéances sont semblables à celles décrites à la note 5 et qui sont grevées d'affectations externes pour les subventions du Fonds de recours collectifs. Les versements sont assujettis à l'approbation des subventions et au respect des conditions liées à celles-ci. Les liquidités grevées d'affectations comprennent un montant de 449 906 $ (2004 – 330 624 $) autorisé à des fins de subventions devant être versées au cours de l'exercice 2006.

5. PLACEMENTS À COURT TERME ET TITRES NÉGOCIABLES

Les placements à court terme de la Fondation se composent de certificats de placement garanti (CPG) et d'acceptations bancaires s'élevant à environ 23 277 452 $ 2004 – 20 617 690 $). Le taux de rendement réel de ces placements varie de 3,05 % à 3,45 %; les placements viennent à échéance à moins d'un an.

Les titres négociables de la Fondation se composent d'obligations d'une valeur approximative de 8 554 503 $ (2004 – 8 597 310 $) qui viennent à échéance entre le 12 avril 2006 et le 12 octobre 2015 et qui peuvent être liquidés en tout temps. Le taux d'intérêt nominal varie de 3,50 % à 6,70 %.

La Fondation suit un énoncé de politique de placement qui prévoit les objectifs de placement, les attentes en matière de rendement et les lignes directrices relatives à la gestion de ces placements. Cet énoncé exige que tous les placements respectent les dispositions de la Loi sur les fiduciaires de l'Ontario et que certaines restrictions supplémentaires soient observées.

6. MONTANTS À RECEVOIR D'AIDE JURIDIQUE ONTARIO (À LUI PAYER)

En vertu de l'article 55(3) de la Loi sur la Société du barreau (LRO 1990, chapitre L.8), au moins 75 % des revenus nets reçus au cours de l'exercice découlant des intérêts reçus des comptes mixtes en fiducie d'avocats, déduction faite des frais d'exploitation, doivent être payés à Aide juridique Ontario. La provision de la quote-part des revenus nets à payer à Aide juridique Ontario est constatée tous les ans dans les comptes de la Fondation.

	2005 $	2004 $
Intérêts sur les comptes mixtes en fiducie d'avocats (déduction faite des frais de service)	34 833 966	26 690 476
Intérêts sur le moins payé des intérêts sur les comptes mixtes en fiducie d'avocats		134 241
Charges	(873 057)	(747 600)
Intérêts après les charges	31 960 509	26 077 117
Montant à recevoir d'Aide juridique Ontario (à lui payer) - début de l'exercice	139 726	(26 239)
Montant reçu d'Aide juridique Ontario au cours de l'exercice	(129 526)	
Annulation des intérêts à payer reportés de 2004	(59 211)	
Attribution de 75 % à Aide juridique Ontario	(28 470 380)	(19 557 838)
Montant payé à Aide juridique Ontario au cours de l'exercice	24 959 612	19 565 483
Montant à payer à Aide juridique Ontario	(529 361)	(18 612)
Montant à recevoir de la subvention intérieure d'Aide juridique Ontario en 2005 pour le Fonds PBLO		346 730
Annulation des subventions non dépensées dans le Fonds PBLO (note 11)	(137 429)	(188 032)
Montant à recevoir d'Aide juridique Ontario (à lui payer) - fin de l'exercice	(666 810)	139 726

7. IMMOBILISATIONS ET ÉQUIPEMENT

	Coût $	Amortissement accumulé $	Valeur comptable nette 2005 $	 2004 $
Mobilier et agencements	78 093	47 755	30 338	38 447
Matériel informatique	76 732	54 241	22 491	14 714
Logiciels	41 570	36 138	5 382	3 531
Améliorations locatives	17 840	15 460	2 380	5 949
	213 101	153 180	60 011	62 641

/Suite ...

8. SUBVENTIONS AUTORISÉES

Les subventions autorisées se composent des éléments suivants :

	2005				
	Fonds de financement de source de droit d'origine publique (gérés par l'administration d'origine) $	Fonds d'administration générale (non grevé d'affectations) $	Fonds de recherche juridique (gérés par l'administration d'origine) $	Fonds Pro Bono Law Ontario (gérés par l'administration d'origine) $	Total $
Subventions autorisées au lieu de versements courants – début de l'exercice		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Subventions autorisées	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
Subventions autorisées annulées (note 12)			[illegible]		[illegible]
Subventions à payer annulées		[illegible]		[illegible]	[illegible]
Versements de subventions reportés (note 12)			[illegible]		[illegible]
Subventions versées	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Subventions autorisées au lieu de versements courants – fin de l'exercice	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

	2004				
	Fonds de financement de source de droit d'origine publique (gérés par l'administration d'origine) $	Fonds d'administration générale (non grevé d'affectations) $	Fonds de recherche juridique (gérés par l'administration d'origine) $	Fonds Pro Bono Law Ontario (gérés par l'administration d'origine) $	Total $
Subventions autorisées au lieu de versements courants – début de l'exercice	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Subventions autorisées	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
Subventions autorisées annulées (note 12)	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
Subventions à payer annulées		[illegible]		[illegible]	[illegible]
Versements de subventions reportés (note 12)		[illegible]			[illegible]
Subventions versées		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Subventions autorisées au lieu de versements courants – fin de l'exercice		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

9. FONDS DE RÉSERVE

En 1981, les fiduciaires de la Fondation ont établi un fonds pour les éventualités futures et les bénéficiaires de ses subventions qui sont affectées à l'éducation juridique, à la recherche juridique et aux bibliothèques juridiques. Ce fonds a été créé et maintenu au moyen de sommes représentant 25 % des produits nets devant être réservés pour ces bénéficiaires.

10. FONDS DES ENGAGEMENTS FUTURS

En 2004, les fiduciaires de la Fondation ont établi un fonds pour détenir des sommes affectées du Fonds d'administration générale – non grevé d'affectations, en vue de budgétiser les programmes de financement qui s'étendent au-delà d'une année. Les programmes de financement pluriannuels continueront d'être officiellement approuvés et comptabilisés sur une base annuelle, mais les fonds seront tirés de ce nouveau fonds plutôt que du Fonds d'administration générale - non grevé d'affectations.

11. FONDS DE BOURSES DE STAGES EN DROIT D'INTÉRÊT PUBLIC

En 2005, les fiduciaires de la Fondation ont établi un nouveau Fonds de bourses de stages en droit d'intérêt public d'une durée initiale de quatre ans. Les bourses seront décernées uniquement aux organismes admissibles qui n'ont pas accès à d'autres ressources pour financer des postes de stagiaires. La somme de 2 000 000 $ a été affectée des fonds non grevés d'affectations en vue du financement du programme pour la période initiale de quatre ans.

12. FONDS DES INITIATIVES STRATÉGIQUES

En 2005, les fiduciaires de la Fondation ont établi un fonds pour détenir des sommes affectées du Fonds d'administration générale – non grevé d'affectations, en vue de budgétiser de nouvelles initiatives stratégiques.

13. FONDS DE RECOURS COLLECTIFS

Le Fonds de recours collectifs (le « Fonds ») a été créé en 1993 en vertu d'une modification de la *Loi sur la Société du barreau* afin de fournir un soutien financier aux demandeurs en recours collectifs en ce qui a trait aux débours engagés et aux paiements aux défendeurs relativement aux attributions de dépens visant les demandeurs subventionnés. Si un recours subventionné est réglé ou remporté, les subventions relatives aux débours qui ont déjà été accordées sont recouvrables et les subventions relatives aux débours en cours à payer sont annulées. De plus, la Fondation a droit à un prélèvement de 10 % sur tout paiement ou règlement accordé au demandeur dans le cadre d'une poursuite subventionnée.

En 2005, le Fonds a recouvré un paiement de subvention relativement à des débours d'un exercice précédent de 3 500 $ (2004 – 53 862 $). Le Fonds a versé des attributions de dépens de 1 000 $ (2004 – 217 000 $) visant des demandeurs subventionnés. Le fonds a reçu un prélèvement de 10 154 $ (2004 – 1 679 183 $) sur le paiement de règlements visant des demandeurs subventionnés.

14. FONDS PRO BONO LAW ONTARIO

En 2005, les fiduciaires de la Fondation ont annulé les subventions non dépensées de 2004 du Fonds Pro Bono Law Ontario totalisant 74 857 $ (2004 – 78 500 $). La moitié du montant non dépensé est payable à Aide juridique Ontario et cette somme est incluse dans le passif à court terme.

Le Fonds Pro Bono Law Ontario cessera ses activités en 2006. À l'avenir, la Fondation du droit de l'Ontario et Aide juridique Ontario traiteront directement avec Pro Bono Law Ontario pour ce qui est des questions de financement. Le financement de 2005 de 346 370 $ (2004 – 346 370 $) accordé par la Fondation du droit de l'Ontario a été inclus dans les subventions autorisées du Fonds d'administration générale.

15. FONDS DE DOTATION ROY ET RIA MCMURTRY

En 2005, la Fondation du droit de l'Ontario ont établi le Fonds de dotation Roy et Ria McMurtry en l'honneur du juge en chef et de Madame McMurtry, lorsque le juge en chef a reçu le prix Guthrie de 2005 de la Fondation du droit de l'Ontario. À partir des intérêts gagnés par le Fonds, des subventions seront accordées à l'appui de la collectivité, conformément à l'objet de la Fondation du droit et à un organisme choisi par le juge en chef et Madame McMurtry.

16. INTÉRÊTS SUR LES COMPTES MIXTES EN FIDUCIE D'AVOCATS

La Fondation du droit de l'Ontario négocie des taux d'intérêt et des frais de service avec chaque institution financière afin d'obtenir un taux de rendement net concurrentiel.

17. ENGAGEMENTS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION

La Fondation a des obligations en vertu d'un contrat de location-exploitation non résiliable qui viendra à échéance en août 2006. Les paiements minimums exigibles en vertu du contrat de location de locaux en 2006 s'établissent à environ 42 000 $.

18. ÉVENTUALITÉS

Le Fonds de recours collectifs (le « Fonds ») devient éventuellement responsable des attributions de dépens défavorables visant le demandeur dans le cadre d'une poursuite, une fois que le financement a été accordé par le comité de recours collectifs au demandeur. Au 31 décembre 2005, le Fonds demeurait exposé à des attributions de dépens défavorables dans le cas de poursuites subventionnées. Dans toutes les poursuites, la probabilité d'une perte ne peut être déterminée. Toute perte sera comptabilisée dans l'exercice où elle sera établie.

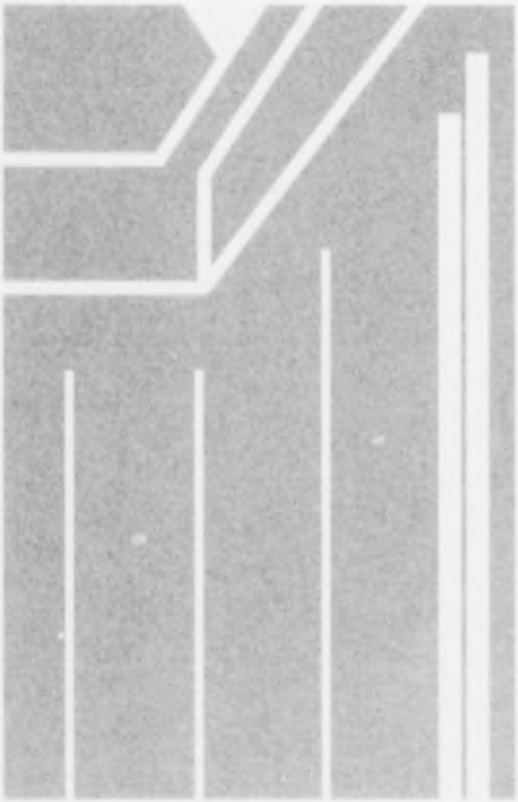
19. INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La valeur comptable des liquidités, des placements à court terme, des montants à recevoir d'Aide juridique Ontario et à lui payer, des intérêts courus à recevoir, des intérêts à payer et des charges à payer correspond approximativement à leur juste valeur en raison de l'échéance immédiate ou à court terme de ces instruments financiers.

La juste valeur des placements à court terme est présentée à l'état de la situation financière.

Notes



THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO

2005 Annual Report

INTRODUCTION

The Law Foundation of Ontario was established in 1974, under an amendment to the Law Society Act, as a corporation without share capital.

The Trustees of the Law Foundation at the end of 2005 were:

Appointed by The Law Society of Upper Canada:

Larry Banack - Chair
E. Susan Elliott
Laurence A. Pattillo

Appointed by the Attorney General for Ontario:

Mark D. Leach
Lorne M. Sossin

The other officer of the Law Foundation during 2005 was:

Mary Shannon Brown, C.M.A. – Executive Director.

Mintz & Partners are the auditors and the fiscal and reporting year of the Foundation is the calendar year.

The Foundation was created to receive interest accruing on monies held in lawyers' mixed trust accounts and to establish and maintain a fund to be used for the purposes of legal education and legal research, legal aid and the establishment, maintenance and operation of law libraries. At least 75% of the net revenue received from interest accrued on mixed trust accounts must be paid to Legal Aid Ontario established under The Legal Aid Act.

Under section 57(1) of the Law Society Act, every lawyer who holds money in trust for or on account of more than one client in a mixed trust account must direct his or her banker to calculate the interest earned by that account and pay it to the Foundation. Specifically excluded from the effect of the legislation is any arrangement in writing between a lawyer and a client for whom the lawyer holds money in trust as to the disposition of the interest accruing thereon.

For more information about applying for a grant from the Foundation, visit our website or contact:

The Law Foundation of Ontario
Suite 3002, Box 19
20 Queen Street West
Toronto, Ontario M5H 3R3
Telephone: (416) 598-1550
Facsimile: (416) 598-1526
E-mail: general@lawfoundation-on.org
Website: www.lawfoundation-on.org

Applications first undergo a review process and, once complete, are brought before the Board of Trustees for a decision. The Board meets at regular intervals throughout the year and applications are accepted on an ongoing basis.

REPORT FROM THE CHAIR

2005 was marked by the Law Foundation of Ontario's commitment to remain pro-active in its approach to support social justice issues. We continued to fund several established institutions and also focused on extending our outreach to include additional innovative and progressive organizations.

Our mandate to advance legal knowledge and facilitate the public's access to legal services in Ontario, and increasing public awareness of our work, remains our focus.

The LFO's 2005 **Guthrie Award**, a symbol of excellence within the law community, was bestowed upon a person who embodies the ideals of this mandate, the Honourable Roy McMurtry, Chief Justice of Ontario. To mark the event and pay tribute to this distinguished judge and officer of the Crown, **The Roy and Ria McMurtry Endowment** was created with contributions from the profession, matched by the LFO. **The Second Chance Scholarship Foundation**, in turn, was named by the Chief Justice and Mrs. McMurtry as the first beneficiary of the Endowment. Second Chance is an organization dedicated to providing post-secondary education scholarships to disadvantaged youth who are or have been involved in the criminal justice system.

As required by legislation, 75% of our net income is allotted to **Legal Aid Ontario**. In 2005, that amount totaled $25,470,382. The balance was used to fund many worthwhile programs and organizations with a continued focus on legal aid, legal education, legal research and law libraries, some of which are described below.

A prime example of the LFO's goal to extend our outreach in a significant and meaningful way included the creation of **The Ontario Public Interest Articling Fellowships**. These first-time Fellowships will allow six law students to article for public interest groups on a full-time basis during a 10-month period. This initiative reflects our ongoing commitment to further engage lawyers in the public interest sector and enable them to consider this area as a viable career path.

Our funding of **Pro Bono Students Canada (PBSC)**, an organization dedicated to developing the pro bono ethic among students, provides practical opportunities in public interest law during law school and assisting under-represented communities across Ontario.

The organization involved more students and community groups than ever before in 2005-06 (approximately 2000) and initiated many new exciting developments throughout the year including: the *On-Campus Pro Bono Awareness & Education Program* at the University of Windsor which welcomed high-profile speakers in 2005-06, including Madam Justice Eleanor Cronk of the Ontario Court of Appeal; the *Program Patron*, a new position filled by Superior Court Justice Lynn Leitch piloted by University of Western Ontario; the student-led *Wills Clinic* where students assist lawyers working pro bono with AIDS/HIV

clients at the University of Toronto and Osgoode Hall; the *Queen's PBSC Program* created in partnership with the Ministry of the Attorney General and Pro Bono Law Ontario, which benefits unrepresented litigants at the Kingston Small Claims Court; The Legal Resource Centre, educational materials produced by PBSC students in the Faculty of Common Law at the University of Ottawa; and the Francophone Program at the Faculty of Civil Law, University of Ottawa, which grew and took on a leadership role in the *PBSC National Francophone Pro Bono Student Leadership Network*.

We are proud that every law school across the country now hosts a PBSC chapter.Funding of **Pro Bono Law Ontario (PBLO)** has improved access to justice by providing strategic guidance, training and tailored technical support to law firms, law associations and legal departments interested in addressing the unmet legal needs of low-income Ontarians as well as the community groups that serve them.

In 2005, nearly 2000 individuals and charitable organizations received pro bono legal services through PBLO Registered Projects, and PBLO's law firm partners reported more than 8000 hours devoted to pro bono files.

In 2005, PBLO launched its new website, www.pblo.org, which is a platform for two innovative tools: *ProbonoNet* for Lawyers and *Probononet* for the Public. The first provides lawyers with easy access to pro bono opportunities, upcoming Continuing Legal Education sessions and resources that help with pro bono cases. The second provides the public with information about PBLO Registered Projects, including online applications for assistance and various self-help materials.

Technology continued to play a role in the launch of one of PBLO's most innovative projects in 2005 - the *Telejustice Project*. It has developed a web portal that provides Community Legal Workers in remote communities in northern Ontario with direct access to lawyers from the office of the Ministry of the Attorney General in Toronto and Ottawa.

Because legal education is a key component of the LFO mandate, we are enthusiastic about the work of the **Ontario Justice Education Network (OJEN)**. OJEN's role is to facilitate collaborative justice education endeavours and dialogue about the justice system. Its goal is to bring together the justice and education sectors to provide all Ontario youth with positive exposure to the justice system. Founded in 2002, OJEN's Network has grown to 24 members, including the newest Network member, The Ontario Business Educators' Association.

To carry out its numerous initiatives, OJEN has worked in partnership with key organizations and individuals including: the Ministry of Education, the Ministry of the Attorney General and volunteers within the justice sector (including judges, lawyers, Crown Attorneys, and individuals from court services and legal aid clinics).

The Courtrooms & Classrooms program provided access to courthouses and justice sector representatives to over 50,000 students across the province. Collaborative local education committees worked with public and Catholic school boards to carry out justice education initiatives in local communities – such as Criminal Code donations, law symposia, adopt-a-school initiatives and judge shadowing.

A new edition of OJEN's curriculum resource, *Values of the Justice System*, corresponding to the revised Ontario Civics 10 curriculum, was provided to every high school in the province. Five new Landmark Cases, as well as other curriculum ideas and links were included.

The Canadian Civil Liberties Education Trust (CCLET) is dedicated to the promotion of public education concerning issues related to the philosophy and practice of democratic institutions. The Law Foundation continued to support the CCLET by funding its *Civil Liberties in the Schools* program. The program, geared to both students and teachers, is delivered through presentations in elementary schools through Grade XII; in-school and school board-wide student conferences and workshops; and workshops on the teaching of civil liberties in faculties of education for student teachers. Presentations were made to more than 5,000 students in over 50 schools and at all Ontario's faculties of education.

The Fundamentals of our Fundamental Freedoms, CCLET's booklet that appears in both official languages, continued to be distributed to the education community in Ontario, as well as to school libraries across Canada.

In 2005, the LFO remained actively engaged with **The Funders' Network on Racism and Poverty** by funding the **Workers' Action Centre** (formerly Toronto Organizing for Fair Employment), which supports the legal research and education component of the program.

In addition to these programs, the LFO has broadened our scope to include new, additional initiatives that will assist a large number of individuals. An example is the creation of the **Law in Action Within Schools (LAWS)** program. The University of Toronto, Faculty of Law in partnership with the Toronto District School Board, launched this innovative, law-focused high school program. Students from two inner-city high schools, many of whom face barriers to achieving their full potential, will have access to this program. LAWS engages students in interactive classroom and extra-curricular activities that provide unique exposure to legal issues, the legal system, and the legal profession.

Our dedication and commitment to promoting excellence in the legal profession also continued through significant funding awarded to the province's **six law schools, The Native Law Centre, The Law Society's Bar Admissions Course and Heritage and Archives Program, Library Co, The Osgoode Society for Canadian Legal History**, and others. In addition, we provided funding to the **Chief Justice of Ontario's Advisory Committee on Professionalism, The Assumption University Chair in Legal and Business Ethics, The Indigenous**

Bar Association's annual conference. The International Association's biennial conference and many other conferences and research studies dealing with timely issues of importance to the legal profession and to legal services delivery systems.

The LFO's dedication to funding community-based programs included: **AIDWYC (Association in Defence of the Wrongly Convicted), SALCO (South Asian Legal Clinic), JCY (Justice for Children and Youth), Lake Ontario Waterkeeper, CERA (Centre for Equality Rights in Accomodation), CARFAC (Canadian Artists' Representation/le Front des artistes canadiens), Community Living Algoma, Lifetime Networks Ottawa, LIFESPIN, League for Human Rights of B'nai Brith Canada, Scadding Court Community Centre, the Sierra Legal Defence Fund, Law Day (Ontario Bar Association)** and many more.

The Law Foundation is fortunate to have a dedicated staff and Board of Trustees who together ensure that the Foundation's work is carried out in a timely, effective and thoughtful manner. We are confident that all of our new and continued initiatives in 2005 will positively impact a larger number of Ontarians, further educate our population on important legal issues and ultimately facilitate their access to legal services.

Larry Banack,
Chair

REPORT ON CLASS PROCEEDINGS

The Class Proceedings Committee was established in 1992 for the purpose of deciding whether plaintiffs in class proceedings should receive financial support from the Class Proceedings Fund (established with a grant from the Foundation), and the amount of such support.

As required by O.Reg.771/92,s.13, we report as follows:

1) Number of new applications, by stage in the proceeding.

Stage in the Proceeding	Number of New Applications 2005	2004
Pre Certification	4	7
Appeal re: Certification	-	1
Discovery	-	-
Determination of Common Issues	2	3
Appeal re: Common Issues	-	-
Post Common Issue Stage	-	-

2) New applications granted and refused, by stage in the proceeding.

Stage in the Proceeding		Granted	Refused	Withdrawn	Pending*/ Stayed, etc.
Pre Certification	2005	1	1	-	7
	2004	5	1	0	5
Discovery	2005	-	-	-	-
	2004	-	-	1	-
Other	2005	-	-	-	3
	2004	2	2	-	1

*Carried forward to the next year.

3) In 2005 financial support was awarded to one new single action application under section 59.3(1) of the Act and financial support was awarded for three supplementary funding applications under section 59.3(5) of the Act. In 2004 financial support was awarded to one new multi-action application and six new single action applications under section 59.3(1) of the Act and financial support was awarded for eight supplementary funding applications under section 59.3(5) of the Act.

4) Total awards*, by disbursement type.

Type of Disbursement	Total Amount Awarded 2005	2004
Notice to Class	$ 13,126.96	$ 54,919.71
Research & Preparation of Evidence	(305.47)	4,112.35
Copy and Binding	19,603.53	33,205.36
Service of Court Documents	2,610.00	14,638.49
Filing of Court Documents	997.00	10,634.92
Computer Research	1,000.00	685.75
Facsimile Charges	2,519.40	7,489.26
Examiners' Charges	37,500.00	53,419.00
Experts' Fees	184,500.00	159,443.00
Searches	219.60	1,333.00
Deliveries	1,618.02	3,781.19
Miscellaneous	797.40	4,060.58
Travel Expense	5,147.49	8,398.74
S.C.C. Security	0.00	0.00
Agency Fees	0.00	37.00
Goods and Services Tax	18,815.29	9,018.21
TOTAL	$288,149.22	$365,176.56

* Note: Amounts shown are net of recovered/cancelled awards previously awarded.

5) The total amount of money paid from the Class Proceedings Fund to applicants under section 59.3 of the Act: 2005, $172,367.37; 2004, $177,841.98. At December 31, 2005, the balance of all awards outstanding which had not yet been paid to applicants was $449,906.

6) In 2005, two single applicants who received financial support under section 59.3 of the Act before the proceeding was certified as a class proceeding, obtained certification for the proceedings before December 31, 2005.

7) Of the applicants who received financial support under section 59.3 of the Act:

i) no applicant received judgement on common issues in their favour at trial during 2005, and

ii) one individual applicants who was part of multi action cases settled their proceedings during 2005.

8) One application from individual defendant in a multi action case and no application from defendant under section 59.4 of the Act were received in 2005; nine applications were received in 2004.

9) $1,000 was paid from the Fund to defendants under section 59.4 of the Act in 2005 and $217,000 was paid in 2004.

10) Proceedings for which plaintiff was awarded financial support under section 59.3 of the Act.

[illegible]	[illegible]						
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]			[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]			[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]			[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]				[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]			[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]
[illegible]			[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]				[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]			[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]							
[illegible]							[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	268,149.22	365,176.56

[illegible]

Case "A"

A class action on behalf of customers of a utility regarding excessive interest allegedly charged by the utility.

Case "B"

A class action on behalf of authors and creators of original literary works whose copyright has allegedly been infringed upon with respect to publication in the electronic media.

Case "C"

Case of alleged failure to exercise care, diligence and skill in administering and investing re: pension plan resulting in losses to members of the plan.

Case "D"

Cases of alleged excessive interest rate charges on payday loans.

Case "E"

Case of alleged over-charging by financial institutions with respect to balance used to calculate mortgage early payment penalties.

The Members of the Committee during 2005 consisted of:

Appointed jointly by the Law Foundation and the Attorney General:

Robert B. Munroe, Chair
Ross & McBride LLP
Barristers & Solicitors
Hamilton, Ontario

Brian P. Bellmore
Bellmore & Moore
Barristers and Solicitors
Toronto, Ontario

Valerie A. Edwards
Torkin, Manes, Cohen & Arbus LLP
Barristers and Solicitors
Toronto, Ontario

Appointed by the Attorney General

F. Paul Morrison
McCarthy Tétrault
Barristers and Solicitors
Toronto, Ontario

Appointed by The Law Foundation of Ontario:

Mark Leach
Assistant Deputy Attorney General
Policy Division
Ministry of the Attorney General
Toronto, Ontario

GRANTS AUTHORIZED DURING 2005

The Advocates' Society	
Streamlining the Ontario Civil Justice System Forum	$25,000
Association In Defence of the Wrongly Convicted (AIDWYC)	
Program Activities 2005/2006	$135,000
Assumption University, University of Windsor	
Assumption University Chair in Legal and Business Ethics	$50,000
Canadian Civil Liberties Education Trust	
Teaching Civil Liberties Project	$214,138
Canadian Council of Christians and Jews (CCCJ)	
Young Leaders' Forum	$110,000
Canadian Foundation for Children, Youth and the Law (Justice For Children & Youth)	
Street Youth Legal Services	$110,850
Canadian Institute for the Administration of Justice	
Technology, Privacy and Justice - Conference Proceedings	$10,000
Canadian Superior Courts Judges Association	
Try Judging	$20,000
CARFAC Ontario	
Visual Artist Legal Clinic of Ontario (VALCO)	$45,000
Centre for Equality Rights in Accommodation (CERA)	
Community Action on Housing Rights, Year II	$42,400
Chief Justice of Ontario's Advisory Committee on Professionalism	
Professionalism Toolkit	$45,000
Inventory of Materials	$10,000
Community Living Algoma	
Workshop on Estate Planning for People with Intellectual Disabilities	$8,000
Gale Cup Moot Committee	
Gale Cup Moot – 2006	$35,000

Humber Institute of Technology and Advanced Learning	
Program in Forensic Practice On-line Course Development	$40,000
Indigenous Bar Association	
To Enable Ontario Law Students to attend Annual Conference	$15,000
International Criminal Tribunal for Rwanda (ICTR)	
Appellate Advocacy Training Program	$13,400
International Law Association, Canadian Branch	
Biennial Conference	$50,000
Jessup Canada	
Canadian Jessup Tournament - 2006	$25,000
Canadian Jessup Tournament - 2007	$25,000
The Kawaskimhon National Aboriginal Rights Moot	$7,000
Lake Ontario Waterkeeper	
Clean Water Workshop	$30,000
The Law Foundation of Ontario Public Interest Articling Fellowships	
Amnesty International	$69,500
Barbra Schlifer Clinic	$69,500
Canadian Internet Policy and Public Interest Clinic	$69,500
Legal Assistance of Windsor	$69,500
Lake Ontario Waterkeeper	$69,500
Public Interest Advocacy Centre	$69,500
	$417,000
Law Schools Funding (2006/2007 Comprehensive Grants)	
Osgoode Hall Law School of York University	$408,575
Queen's University Law School	$336,285
University of Ottawa Law School	$336,285
University of Toronto Law School	$336,285
University of Western Ontario Law School	$336,285
University of Windsor Law School	$336,285
	$2,090,000

Law Schools Funding (2006-2007 Special Grants)	
Osgoode Hall Law School of York University	
Heads Up, Head Out: Public Interest Program	$15,000
The Osgoode Cup National Undergraduate Mooting Competition	$10,000
Queen's University Law School	
Queen's Faculty of Law/Law Foundation of Ontario Internship Fund	$25,000
University of Ottawa Law School	
Aboriginal Legal Services	$25,000
University of Toronto Law School	
Professional Diversity and Legal Opportunities Officer	$25,000
University of Western Ontario Law School	
High School PLE Project	$10,780
Emerging Issues in Tort Law Conference	$8,229
Digital Video Editing Equipment	$5,991
University of Windsor Law School	
Intellectual Property and Innovation Law	$25,000
Legal Information Network (IPLIN)	
	$150,000
Law Society of Upper Canada	
Licensing Process Enhancements	$1,000,000
Legal Practice Research Project	$26,000
Archives Activities 2006	$50,000
	$1,076,000
L.E.A.F. Women's Legal Education and Action Fund	
Women's Rights and Freedoms – 20 Years of (In) Equality Conference	$15,000
League for Human Rights of B'na Brith Canada	
Taking Action Against Hate Manual	$25,000
LibraryCo	
advoCHAT	$191,300
Electronic Acquisitions 2006	$850,000
Lifetime Networks Ottawa	
Future Planning Workshops for families supporting a relative with a disability	$9,000
LIFE*SPIN	
Sourced Legal Compendium	$92,800
Native Law Centre, University of Saskatchewan	
Aboriginal Legal Education and Research Activities and the Native Law Library	$14,000

Ontario Bar Association (OBA)	
Law Day 2005	$53,800
Ontario Justice Education Network (OJEN)	
Program Activities 2005/2006	$385,000
The Osgoode Society for Canadian Legal History	
Program Activities 2006	$160,000
The Osgoode Society for Canadian Legal History/ Law Society of Upper Canada	
The Honourable R. Roy McMurtry Legal History Fellowship	$375,000
PEACH (Promoting Economic Action and Community Health)	
Jane Finch Community Legal Education Forum	$9,460
Pro Bono Law Ontario	
Program Activities 2006	$346,370
Volunteer Lawyers Service 2006	$109,760
Access to Justice Visioning Retreat	$23,900
Pro Bono Students Canada (PBSC)	
Program Activities 2005/2006	$493,200
SALCO (South Asian Legal Clinic of Ontario)	
Pro Bono Project 2005-2007	$500,000
Scadding Court Community Centre	
Community Education and Access to Police Complaints	$21,639
Shari'a & the Law, Student Working Group, University of Toronto	
Speaker Series	$2,500
Sierra Legal Defence Fund	
Legal Toolkit Capacity Building Workshop: Law Library Acquisitions	$21,000
Sir Wilfred Laurier School	
Duke Moot Court Tournament	$4,000
Spetz Publishing Ltd.	
Resource Materials for High School Law Teachers	$10,000
Symposium for Combating Hatred Organizing Committee	
Symposium for Combating Hatred	$40,000

United Way of Greater Toronto *Access to Justice for Immigrant and Refugee Women*	$5,000
University of Toronto Law School	
The Heart of a Just Society Conference	$26,000
Access to Care, Access to Justice Conference $10,000	
University of Toronto Law School/Toronto District School Board *Law in Action Within Schools (LAWS)*	$131,733
Workers' Action Centre (formerly TOFFE) *Contingent Workers' Project – Year III*	$71,395
Total	**$8,795,645**

THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO

FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 2005

THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO

DECEMBER 31, 2005

CONTENTS

	Page
Auditors' Report	1
Financial Statements:	
Statement of Financial Position	2-3
Statement of Revenue, Expenses and Grants	4-5
Statement of Changes in Fund Balances	6
Statements of Cash Flows	7
Notes to Financial Statements	8-13

Mintz & Partners LLP

AUDITORS' REPORT

To the Trustees of
The Law Foundation of Ontario

We have audited the statement of financial position of The Law Foundation of Ontario as at December 31, 2005 and the statements of revenue, expenses and grants, changes in fund balances and cash flows for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Foundation's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Foundation as at December 31, 2005 and the results of its operations, changes in its fund balances and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

Mintz & Partners LLP

Toronto, Ontario
March 15, 2006

CHARTERED ACCOUNTANTS

THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

AS AT DECEMBER 31	2005 $	2004 $
ASSETS		
CURRENT		
Cash	914,993	596,663
Externally restricted cash for Pro Bono Law Ontario Fund (Note 3)	132,031	944,020
Current portion of externally restricted cash and short-term investments for Class Proceedings Fund (Note 4)	449,066	130,624
Short-term investments (Note 5)	23,237,452	20,617,600
Marketable securities, at cost (market value $8,718,523, 2004 - $8,934,930) (Note 5)	8,534,503	8,597,310
Due from Legal Aid Ontario (Note 6)		139,726
Accrued interest receivable	168,327	128,183
	33,497,212	31,354,222
EXTERNALLY RESTRICTED CASH AND SHORT-TERM INVESTMENTS FOR CLASS PROCEEDING FUND (Note 4)	4,342,760	4,553,669
PROPERTY AND EQUIPMENT (Note 7)	61,011	62,641
TOTAL ASSETS	37,900,083	35,970,532
LIABILITIES		
CURRENT		
Accrued liabilities	42,226	53,404
Interest payable to Legal Aid Ontario	6,271	29,213
Grants authorized (Note 8)	10,598,471	9,912,404
Due to Legal Aid Ontario (Note 6)	566,810	
TOTAL LIABILITIES	11,213,778	9,995,021

THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO
STATEMENT OF FINANCIAL POSITION

AS AT DECEMBER 31	2005 $	2004 $
FUND BALANCES		
INTERNALLY RESTRICTED FUND BALANCES		
Reserve Fund (Note 9)	11,153,821	10,672,825
Strategic Initiative Fund (Note 12)	3,150,000	
Future Commitment Fund (Note 10)	1,984,511	2,513,273
Public Interest Articling Fellowships Fund (Note 11)	1,561,500	
	17,849,832	13,186,098
EXTERNALLY RESTRICTED FUND BALANCES		
Class Proceedings Fund (Note 13)	4,322,358	4,526,554
Pro Bono Law Ontario Fund (Note 14)	1,378	1,378
Roy and Ria McMurtry Endowment Fund (Note 15)	116,120	
TOTAL RESTRICTED FUND BALANCES	22,289,688	17,714,030
UNRESTRICTED FUND BALANCE – GENERAL FUND	4,397,517	8,261,481
TOTAL FUND BALANCES	26,687,205	25,975,511
TOTAL LIABILITIES PLUS FUND BALANCES	37,900,983	35,970,532

APPROVED ON BEHALF OF THE BOARD

"Larry Barack" ..... Trustee

"Laurence A. Pattillo" ..... Trustee

"L. Susan Elliott" ..... Trustee

"Lorne M. Sossin" ..... Trustee

"Mark D. Leach" ..... Trustee

THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO
STATEMENT OF REVENUE, EXPENSES AND GRANTS

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31 2005

	Internally Restricted - Reserve Fund $	Internal Restricted - Public Interest Articling Fellowships Fund $	Unrestricted - General Fund $	Externally Restricted - Class Proceedings Fund $	Externally Restricted - Pro Bono Law Ontario Fund $	Externally Restricted - Roy and Ria McMurtry Endowment Fund $	Total $
REVENUE							
[illegible]			[illegible]				[illegible]
[illegible]	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]					[illegible]		[illegible]
[illegible]						[illegible]	[illegible]
[illegible]				[illegible]			[illegible]
[illegible]	[illegible]						[illegible]
	[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
EXPENSES							
[illegible]			[illegible]	[illegible]			[illegible]
[illegible]			[illegible]	[illegible]			[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]			[illegible]				[illegible]
[illegible]			[illegible]	[illegible]			[illegible]
[illegible]			[illegible]				[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]			[illegible]				[illegible]
[illegible]		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
		[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]		[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

See Accompanying Notes

THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO
STATEMENT OF REVENUE, EXPENSES AND GRANTS

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31 2004

	Internally Restricted Reserve Fund $	Unrestricted General Fund $	Externally Restricted Class Proceedings Fund $	Externally Restricted Pro Bono Law Ontario Fund $	Total $
REVENUE					
Interest on lawyers' mixed fund accounts net of service charges of $2,833,073 (Note 10)		26,690,476			26,690,476
Other interest	451,649	634,174	179,834	11,612	1,177,269
Grant received from Legal Aid Ontario				983,338	983,338
Levy on awards (Note 13)			1,679,183		1,679,183
Amortization of fixed discount	3,174				3,174
	454,823	27,324,697	1,759,014	994,950	29,933,434
EXPENSES					
Salaries		447,399	13,436		455,677
Rent and occupancy		125,320	2,907		128,487
Other administrative		97,764	27,794	3,000	125,864
Professional fees		56,480			56,480
Printing and office supplies		17,971			17,971
Cost awards (Note 13)			717,000		717,000
Depreciation and amortization		13,510			13,510
		747,000	275,991	3,000	1,009,000
Excess of revenue over expenses before the following	454,823	26,577,697	1,503,420	990,144	28,924,434
Allocation to Legal Aid Ontario (Note 6)		19,557,838			19,557,838
Grants authorized, net of reversal of grants authorized in prior years (Note 5)	1,253,000	10,381,190	365,126	1,106,240	11,399,000
	1,253,000	29,939,028	365,126	1,106,240	31,153,494
Excess (deficiency) of revenue over expenses and grants for the year	301,823	(2,361,391)	1,138,294	(112,096)	(2,233,010)

THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO
STATEMENT OF CASH FLOWS

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31	2005	2004
OPERATING ACTIVITIES		
Excess of revenue over expenses and grants for the year	(11,694)	(2,233,000)
Add (less) the following cash		
Depreciation and amortization	24,110	13,510
Amortization of bond discount	8,104	3,124
	741,017	(2,216,326)
Changes in non-cash balances relating to operations		
Accrued interest receivable	(40,144)	21,666
Due from to Legal Aid Ontario	(86,534)	(165,985)
Accrued liabilities	(13,178)	(67,205)
Interest payable to Legal Aid Ontario	(72,947)	7,896
Grants authorized	100,007	3,813,371
CASH PROVIDED BY OPERATING ACTIVITIES	2,060,234	1,491,273
INVESTING ACTIVITIES		
Accounts decrease in short-term investments	(3,651,762)	407,365
Decrease increase in marketable securities	36,794	(46,443)
Decrease increase in externally restricted cash for Pro Bono Law Ontario Fund	343,865	(331,361)
Increase in current portion of externally restricted cash and short-term investments for Class Proceedings Fund	(110,297)	(245,196)
Decrease increase in externally restricted cash and short-term investments for Class Proceedings Fund	(50,999)	(1,131,099)
Purchase of property and equipment	(22,480)	(20,790)
CASH USED IN INVESTING ACTIVITIES	(3,455,824)	(1,433,725)
NET INCREASE (DECREASE) IN CASH DURING THE YEAR	314,136	57,504
CASH - BEGINNING OF YEAR	596,667	511,103
CASH - END OF YEAR	910,803	596,667

THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

DECEMBER 31, 2005

1. PURPOSE OF THE ORGANIZATION

The Law Foundation of Ontario (the "Foundation") was established in 1973, under an amendment to the Law Society Act, as a corporation without share capital. The Foundation was created to receive interest accruing on monies held in lawyers' mixed trust accounts and to establish and maintain a fund to be used for the purposes of legal education and legal research, legal aid and the establishment, maintenance and operation of law libraries. The Foundation is a not-for-profit organization under subsection 149(1)(l) of the Income Tax Act (Canada) and, as such, is exempt from income taxes.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES

The Foundation follows generally accepted accounting principles of The Canadian Institute of Chartered Accountants for not-for-profit organizations. The significant accounting policies are summarized below:

a) Fund Balances

The Reserve Fund, Future Commitment Fund and Public Interest Articling Fellowships Fund and the Strategic Initiative Fund are internally restricted funds (Notes 9, 10, 11 and 12). The Class Proceedings Fund, the Pro Bono Law Ontario Fund and the Roy & Ria McMurtry Endowment Fund are externally restricted funds (Notes 13, 14 and 15).

The Foundation follows the restricted method of accounting for revenue.

b) Interest Earned On Lawyers' Mixed Trust Accounts.

The interest earned on lawyers' mixed trust accounts is calculated and remitted to the Foundation based on agreements made with individual financial institutions. The lawyers' mixed trust accounts are not the property of, nor administered by, the Foundation. The Foundation is, therefore, unable to determine the amount of interest that is accruing until such time as it is advised by each individual financial institution and statutory filings are received from the lawyers. Such interest is, therefore, recorded when determinable by the Foundation.

c) Grants

Grants for legal education, legal aid, legal research and law libraries are recorded in the period in which they are authorized.

d) Levy on awards

The Class Proceedings Fund is entitled to a 10% levy on any award or settlement to the plaintiff in a funded action. The levy on awards is recorded when determinable by the Foundation.

2. SIGNIFICANT ACCOUNTING POLICIES - Continued

e) Marketable Securities

Marketable securities are recorded at cost, net of applicable bond premium or discount amortization. Bond premiums and discounts are amortized on a straight-line basis over the period to maturity.

f) Property and Equipment

Property and equipment is carried at cost less accumulated amortization. Furniture and fixtures are amortized on a declining balance basis at 20% per annum. Computer hardware and software are amortized on a straight-line basis over their estimated useful lives of three years. Leasehold improvements are amortized on a straight-line basis over the term of the lease.

g) Use of estimates

The preparation of financial statements in conformity with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the balance sheet date and the reported amounts of revenues and expenses during the year, i.e. the company relies on bank statements to record the interest revenue earned on lawyers' mixed trust accounts. Actual results could differ from those estimates.

3. EXTERNALLY RESTRICTED CASH FOR PRO BONO LAW ONTARIO FUND

Restricted cash $132,031 (2004 – $944,026) is externally restricted for Pro Bono Law Ontario Fund grants. Any unexpended amounts are reversed or cancelled and returned to the original grantor.

4. EXTERNALLY RESTRICTED CASH AND SHORT-TERM INVESTMENTS FOR CLASS PROCEEDINGS FUND

Restricted cash and short-term investments consist of cash and bankers acceptances with similar terms as described in note 5 and is externally restricted for Class Proceedings Fund grants. Payments are subject to approval of grant and fulfillment of grant terms. Included in restricted cash is $449,906 (2004 – $330,624) which has been authorized as grants to be paid in the 2006 fiscal year.

5. SHORT-TERM INVESTMENTS AND MARKETABLE SECURITIES

The Foundation's short-term investments comprise GICs and bankers acceptances of $23,277,452 (2004 – $20,617,690). The effective yields on these investments range from 3.05% to 3.45% and mature within one year.

The Foundation's marketable securities are comprised of bonds of $8,554,503 (2004 – $8,597,310) which mature between April 12, 2006 and October 12, 2015 and can be liquidated at any time. The coupon rate ranges from 3.50% to 6.70%.

The Foundation has followed a Statement of Investment Policies which provides the investment objectives, performance expectations and guidelines for the management of these investments. The Statement of Investment Policies requires that all investments must fall within the Trustee Act of Ontario and requires that certain additional restrictions must be met.

6. DUE FROM (TO) LEGAL AID ONTARIO

Pursuant to Section 55(3) of the Law Society Act (R.S.O. 1990, Chapter L.8), 75% of the net revenue received during the year from interest received on lawyers' mixed trust accounts, less operating expenses, is to be paid to Legal Aid Ontario. The provision for the share of net revenue payable to Legal Aid Ontario is recorded annually in the Foundation's accounts.

	2005 $	2004 $
Interest on lawyers' mixed trust accounts (net of service charges)	34,834,566	26,698,476
Interest on underpayment of interest on lawyers' mixed trust account		134,241
Expenses	(874,057)	(747,600)
Interest after expenses	33,960,509	26,077,117
Due from (to) Legal Aid Ontario - Beginning of year	139,726	(26,259)
Received from Legal Aid Ontario during the year	(129,126)	-
Cancellation of interest payable carried from 2004	(29,213)	-
75% allocation to Legal Aid Ontario	(25,470,380)	(19,557,838)
Paid to Legal Aid Ontario during the year	24,959,612	19,565,485
Due to Legal Aid Ontario	(529,381)	(18,612)
Due from Legal Aid Ontario 2005 PBLO grant authorized	-	346,370
Cancellation of Unexpended grants to PBLO fund (Note 13)	173,420	(188,032)
Due (to) from Legal Aid Ontario - End of year	(356,810)	139,726

7. PROPERTY AND EQUIPMENT

PROPERTY AND EQUIPMENT

	Cost $	Accumulated Amortization $	Net Carrying Amount 2005 $	 2004 $
Furniture and fixtures	78,093	47,335	30,758	38,447
Computer hardware	76,732	54,241	22,491	14,714
Computer software	41,520	36,138	5,382	3,531
Leasehold improvements	17,846	15,466	2,380	5,949
	214,191	153,180	61,011	62,641

Continued...

8. GRANTS AUTHORIZED

Grants authorized consist of the following:

	2005				
	Internally Restricted: Public Interest Awards Fellowships Time $	Unrestricted: General Fund $	Externally Restricted Class Proceedings Fund $	Externally Restricted-Pro Bono Law Ontario Fund $	Total $
Grants authorized for future payments - Beginning of year		9,275,041	110,621	856,740	9,912,404
Grants authorized	412,000	8,275,645	291,649		9,087,294
Grants authorized cancelled (Note 13)			13,500		13,500
Grants payable cancelled		(61,511)		(74,857)	(136,368)
Grant payments - recovered (Note 13)			3,500		3,500
Grants paid		(7,351,320)	(172,366)	(738,103)	(8,261,789)
Grants authorized for future payments - End of year	412,000	9,937,855	242,904	43,778	10,636,537

	2004				
	Internally Restricted: Reserve Fund $	Unrestricted: General Fund $	Externally Restricted - Class Proceedings Fund $	Externally Restricted-Pro Bono Law Ontario Fund $	Total $
Grants authorized for future payments - Beginning of year	253,000	5,100,414	89,427	108,106	5,550,947
Grants authorized		10,539,679	1,410,108	1,184,740	13,134,527
Grants authorized cancelled (Note 13)	(253,000)	(9,717)	(53,862)		(316,579)
Grants payable cancelled		(149,318)		(78,906)	(228,224)
Grant payments - recovered (Note 13)		9,717	53,862		63,579
Grants paid		(7,351,296)	(1,387,942)	(357,206)	(9,096,444)
Grants authorized for future payments - End of year		9,275,041	110,621	856,740	10,242,404

9. RESERVE FUND

In 1981, the Trustees of the Foundation established a fund to provide for future contingencies and future beneficiaries of its statutory objects that relate to legal education, legal research and law libraries. This fund was created and has been maintained from the 25% of net revenue intended to be made available for those beneficiaries.

10. FUTURE COMMITMENT FUND

In 2004, the Trustees of the Foundation established a fund to hold funds which have been allocated from the unrestricted – General Fund to budget for funding plans extending beyond one year. Multi-year funding plans will continue to be formally approved and booked on a year-by-year basis, but the funds will come out of this new fund rather than the unrestricted – General Fund.

THE LAW FOUNDATION OF ONTARIO

STATEMENT OF CHANGES IN FUND BALANCES

FOR THE YEAR ENDED DECEMBER 31

11. PUBLIC INTEREST ARTICLING FELLOWSHIPS FUND

In 2005, the Trustees of the Foundation established a new Fund for the Public Interest Articling Fellowships program, for an initial term of four years. The Fellowships will be awarded only to those qualifying organizations that do not have access to other resources with respect to funding articling positions. The sum of $2,000,000 is allocated from unrestricted fund to fund the initial four years period.

12. STRATEGIC INITIATIVE FUND

In 2005, the Trustees of the Foundation established a fund to hold funds which have been allocated from the unrestricted General Fund to budget for new strategic initiative projects.

13. CLASS PROCEEDINGS FUND

The Class proceedings Fund (the "Fund") came into being in 1993 under an amendment to the Law Society Act to provide financial support to plaintiffs in class proceedings in respect of disbursements incurred and payments made to defendants regarding cost awards made against the funded plaintiffs. In the event a funded action settles or wins an award, disbursement award grants already paid are recoverable, and outstanding disbursement grant awards payable are cancelled. As well, the Fund is entitled to a 10% levy on any award or settlement to the plaintiff in a funded action.

In 2005, the Fund recovered a previous year's disbursement award grant payment of $3,500 (2004 - $53,862). The Fund paid cost awards of $1,000 (2004 - $217,000) as a result of cost awards made against funded plaintiffs. The Fund received a levy on awards of $10,154 (2004 - $1,679,183) as a result of settlements to funded plaintiffs.

14. THE PRO BONO LAW ONTARIO FUND

In 2005, the Trustees of the Foundation cancelled the 2004 unexpended Pro Bono Law Ontario grants of $74,857 (2004 - $78,500). 50% of the unexpended amount is payable to Legal Aid Ontario and has been included in the current liabilities.

The Pro Bono Law Ontario Fund will stop operation in 2006. In the future, The Law Foundation of Ontario and Legal Aid Ontario will each deal with Pro Bono Law Ontario directly with respect to funding. 2005's funding of $346,370 (2004 - $346,370) from The Law Foundation of Ontario has been included in the grants authorized under general fund.

15. THE ROY & RIA MCMURTRY ENDOWMENT FUND

In 2005, The Law Foundation of Ontario created the Roy & Ria McMurtry Endowment Fund in honour of the Chief Justice and Mrs. McMurtry, upon his receipt of the 2005 Law Foundation of Ontario Guthrie Award. From the interest earned on the Fund, awards will be made in support of the community, within the Law Foundation's objects and for an organization chosen by Chief Justice and Mrs. McMurtry.

16. INTEREST ON LAWYERS' MIXED TRUST ACCOUNTS

The Law Foundation of Ontario negotiates with each financial institution for interest rates of return and service charges in order to achieve a net competitive rate of return.

17. LEASE COMMITMENTS

The Foundation has obligations under a non-cancellable operating lease, which will expire in August 2006. The future minimum lease payments for premises in 2006 are approximately $42,000.

18. CONTINGENCIES

Once funding has been granted by the Class Proceedings Committee to a plaintiff in a class action, the Class Proceedings Fund (the "Fund") becomes potentially liable for adverse cost awards against the plaintiff in the action. As at December 31, 2005, the Fund remained exposed to potential adverse cost awards in funded actions. In all actions, the likelihood of loss is indeterminable. Any loss will be booked in the year it is determinable.

19. FINANCIAL INSTRUMENTS

Fair value

The company's carrying value of cash, short-term investments, due from/to Legal Aid Ontario, accrued interest receivable, interest payable and accrued liabilities approximates its fair value due to the immediate or short-term maturity of these instruments.

The fair value of the short-term investments are as shown on the statement of financial position.

Notes